

PREFECTURE DE L'ARDECHE

DLPLCL  
Bureau des Elections - Service des Associations  
Rue Pierre Filliat  
07007 PRIVAS CEDEX  
04.75.66.51.36

Le numéro W072001937  
est à rappeler dans toute  
correspondance

**Récépissé de Déclaration de CREATION**  
**de l'association n° W072001937**

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d' association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**Le Préfet de l'Ardèche**

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **12 janvier 2012**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :  
**AZAL -ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT LOCAL D'ABALAK-**  
dont le siège social est situé : Les Lérans  
07210 Saint-Vincent-de-Barrès

Décision prise le : **26 décembre 2011**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Statuts

*Pour le Préfet*  
**Le Chef de Bureau**

*Le Préfet*

**Murielle BARATIER**

Privas, le 12 janvier 2012

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 46 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.